

## Évaluations communes

-----

### Sciences économiques et sociales

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Cette évaluation comprend deux parties :

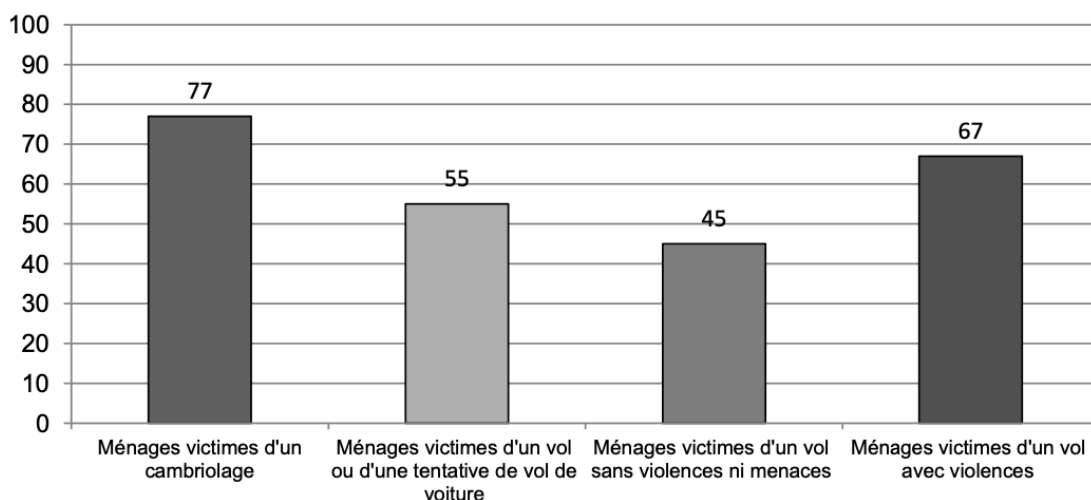
- Première partie (Mobilisation de connaissances et traitement de l'information), il est demandé au candidat de répondre aux questions en mobilisant les connaissances acquises dans le cadre du programme, en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de collecte et d'exploitation de données quantitatives, et en ayant recours le cas échéant à des résolutions graphiques.

- Seconde partie (Raisonnement appuyé sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet en développant un raisonnement de l'ordre d'une page, en exploitant les documents du dossier et en mobilisant ses connaissances.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

#### Première partie : Mobilisation de connaissances et traitement de l'information (10 points)

Document : Part des ménages victimes d'un vol ayant déposé une plainte ou une main courante auprès de la police ou de la gendarmerie entre 2011 et 2017 (en %)



Source : à partir des enquêtes Cadre de vie et sécurité 2012 à 2018, INSEE - Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales - Service statistique ministériel de la sécurité intérieure, 2018.

1. Distinguez la déviance et la délinquance. (4 points)
2. A l'aide des données du document, déduisez la part de « victimes d'un vol sans violences ni menaces » qui n'ont pas déposé une plainte ou une main courante. (3 points)
3. A l'aide des données et de vos connaissances montrez qu'il est difficile de mesurer la délinquance. (3 points)

## Seconde partie : Raisonnement appuyé sur un dossier documentaire (10 points)

**Sujet :** À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez comment les entreprises se financent.

Document 1 : Évolution du mode de financement des entreprises françaises (en %)

	1978	1980	1993	2008	2015
<b>Autofinancement</b>	50	45,6	61,9	47,5	60,1
<b>Endettement auprès des banques</b>	39	31,9	7,4	24,5	11
<b>Financement sur les marchés financiers dont :</b>	11	18,5	30,5	28	28,9
- Emission d'actions	5,5	14	24,6	22	21,5
- Endettement sur les marchés (surtout obligations)	5,5	4,5	5,9	5,6	7,4
<b>Total</b>	100	100	100	100	100

Source : d'après l'INSEE, comptes de la Nation, 2010-2017.

Document 2 :

Le *crowdfunding*, ou « financement participatif » est né au début des années 2000 avec l'essor d'internet. Il s'agit d'un outil de financement alternatif qui ne passe pas par les circuits et outils traditionnels, notamment bancaires, mais fait appel à des ressources financières auprès des internautes afin de financer un projet, qui peut être de nature très diverse (culturel, artistique, entrepreneurial, etc.). Cette méthode permet de récolter des fonds auprès d'un large public via des plateformes de financement participatif [...] En France, le financement participatif est en développement constant depuis plusieurs années, passant de 167 millions d'euros collectés en 2015 à 401,7 millions d'euros en 2018.

Il s'adresse à tous : entreprises, particuliers, associations, collectivités, etc. Mais il est particulièrement adapté pour les entreprises. Notamment pour les créateurs et repreneurs d'entreprises, les PME et jeunes entreprises innovantes qui peuvent rencontrer des difficultés à mobiliser les fonds nécessaires à la mise en œuvre de leur projet via les modes de financements traditionnels.

Généralement, le financement participatif est mobilisé dans les cas suivants :

- lorsqu'on ne veut pas ou ne peut pas faire appel à un établissement bancaire
- lorsqu'on recherche un moyen complémentaire de financement
- lorsqu'on souhaite tester son projet auprès du marché en se constituant une communauté de clients ou d'utilisateurs potentiels.

Il existe trois types de financement participatif :

- le don : avec ou sans contreparties non financières
- le prêt : qui permet de financer des projets via des prêts gratuits ou rémunérés
- l'investissement qui permet de financer un projet entrepreneurial via la souscription de titres de capital ou de créance, et dont la contrepartie est la participation aux éventuels bénéfices du projet.

Source : <https://www.economie.gouv.fr>